

Point de vue

## Pour une autre Europe

jeudi 11 décembre 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 10 décembre 2008).

Les politiques de l'Union européenne ont lourdement contribué à la crise financière, économique, sociale, écologique et démocratique. Elles ont sur nos vies des effets désastreux.

Plus que jamais, il est nécessaire de remettre en cause cette Europe libérale et de construire autrement l'Europe, avec les Européens, et pour eux. En 2005, les peuples français et néerlandais avaient rejeté, par référendum, le traité constitutionnel européen (TCE), sur la base de leur expérience, et après un très large débat sur le contenu et les conséquences de ce traité.

Depuis, Nicolas Sarkozy a fait ratifier par le Parlement le traité de Lisbonne qui reprend l'essentiel du TCE, en contradiction avec le choix du peuple, et sans même le consulter. Le seul pays qui a organisé un référendum, l'Irlande, a dit « non » à ce nouveau traité, bloquant sa mise en œuvre et permettant de proposer une alternative.

En France, les élections européennes de juin 2009 doivent permettre aux citoyens de s'exprimer sur ce qui a été décidé sans eux, au mépris de toute démocratie, de rejeter la politique de Nicolas Sarkozy, de prolonger la victoire de 2005 et de se prononcer sur le projet européen qu'ils appellent de leurs vœux. Ces élections doivent être l'occasion de proposer ensemble un projet nous libérant d'une logique capitaliste qui sacrifie les intérêts de la grande majorité de la population et l'avenir de la planète pour permettre à une petite minorité d'accumuler le maximum de profits.

Un projet d'Europe sociale, écologiste, démocratique et de paix, c'est-à-dire de coopération et non de concurrence entre les peuples, en Europe comme dans le monde, avec les changements des institutions et des traités internationaux que cela implique. Avec une harmonisation des droits par le haut, favorisant une meilleure répartition des richesses. Avec une réorientation globale des choix économiques et sociaux porteuse d'une plus grande efficacité au service des besoins humains.

Avec l'instauration d'un bouclier social protégeant les salariés des conséquences de la crise financière. Un projet reposant sur un autre mode de développement, pour éviter la catastrophe écologique qui menace. Sur une égalité des droits pour les résident(e)s dans l'Union européenne. Sur des services publics développés et démocratisés. Et des pouvoirs aux peuples pour leur permettre d'être souverains. Nous disposons pour cela de toutes les propositions crédibles et réalisables élaborées en commun ces dernières années.

Les campagnes contre le TCE et le traité de Lisbonne l'ont montré : il est possible de mener ensemble une grande campagne de mobilisation, d'éducation populaire, de débats, riches de notre diversité, en lien avec les luttes et dans le prolongement des dynamiques altermondialistes. Cela, alors qu'au sein du Parti socialiste dominant les forces favorables au traité de Lisbonne et à l'Europe libérale, dont la crise montre la nocivité et l'échec.

Pour sortir de cette impasse et rendre possibles d'autres choix, nous appelons toutes les forces de la gauche de transformation sociale et écologiste à faire front commun. Unies, elles peuvent envoyer un grand nombre de députés européens porteurs de ce projet et de cette démarche au Parlement de

Strasbourg, faisant en sorte que ce dernier corresponde plus fidèlement à la volonté exprimée par les peuples qui ont rejeté le TCE et le traité de Lisbonne, et aux aspirations de tous ceux qui partagent cette autre vision de l'Europe.

Plusieurs forces politiques se sont d'ores et déjà prononcées pour la constitution de listes communes aux élections européennes et d'autres n'ont pas écarté la possibilité d'une démarche unitaire. C'est aussi, évidemment, l'esprit des signataires de l'appel « L'alternative à gauche : organisons-la ! » lancé à l'initiative de *Politis*. De nombreuses citoyennes et de nombreux citoyens non organisés ou membres de syndicats, d'associations, de réseaux, de collectifs, aspirent à un tel rassemblement. La diversité des forces de la gauche de transformation sociale et écologiste qui peuvent s'unir est un atout pour rassembler les citoyens autour d'un projet commun.

Comme en 2005, la dynamique politique à créer devrait s'enraciner dans les localités, les lieux de travail et dans tous les secteurs de la société. Elle dépendra de l'engagement et la mobilisation des centaines de milliers de citoyennes et citoyens et de membres d'organisations politiques, de syndicats, d'associations qui avaient permis de rejeter le traité constitutionnel européen, et sur tous ceux qui ont envie de porter ce projet. Tout dépend de cette unité. Elle est possible ; elle est indispensable. Nous y appelons.

Clémentine Autain, militante féministe ;

Jean-Jacques Boislaroussie, responsable des Alternatifs ;

Patrick Braouezec, député (PCF) de Seine-Saint-Denis ;

Marc Dolez, député du Nord, cofondateur du Parti de gauche ;

Annie Ernaux, écrivain ;

Jacques Généreux, économiste ;

Susan George, présidente d'honneur d'Attac France ;

Robert Guédiguian, cinéaste ;

Gérard Mauger, sociologue ;

Michel Onfray, philosophe ;

Christian Picquet, membre du courant Unir de la LCR ;

Yves Salesse, responsable des Collectifs unitaires ;

Denis Sieffert, directeur de *Politis*.

La liste complète des signataires est disponible sur le site : [www.politis.fr](http://www.politis.fr)

---

**P.-S.**

\* LE MONDE | 10.12.08 | 13h12 • Mis à jour le 10.12.08 | 13h12.